

HAÏTI

Les violences contre les professionnel(le)s de santé et l'obstruction à l'accès aux soins 2021



Lettre du président



Au cours des 18 derniers mois, la liste des systèmes de soins de santé qui ont été détruits ou gravement compromis par la violence liée à la guerre s'est allongée. Les trois quarts des établissements de santé de la région éthiopienne du Tigré ont été détruits ou endommagés au cours du conflit qui a débuté en novembre 2020. Lors du conflit, aujourd'hui oublié, qui s'est déroulé à Gaza au printemps 2021, 30 établissements de santé ont été endommagés. Au Myanmar, le système de santé publique s'est pratiquement effondré depuis le coup d'État de février 2021 ; De nombreux hôpitaux ont été occupés par les militaires, les programmes COVID-19, VIH, tuberculose et paludisme étaient au point mort et 300 professionnel(le)s de santé ont été arrêté(e)s. Puis, en février 2022, lors de son invasion de l'Ukraine, la Russie a commencé à attaquer les hôpitaux, les ambulances et les agents de santé. À la fin du mois d'avril 2022, l'Organisation mondiale de la santé a confirmé près de 200 attaques de ce type.

L'année écoulée a été marquée par l'incapacité persistante de la communauté internationale à prévenir ces attaques et à demander des comptes aux acteurs. Les expressions d'horreur des gouvernements face à la violence se sont poursuivies sans être accompagnées d'actions. À l'approche du cinquième anniversaire de l'adoption de la résolution 2286 du Conseil de sécurité des Nations unies, dans laquelle les gouvernements s'engageaient à prendre des mesures concrètes pour prévenir de telles attaques et accroître la redevabilité, très peu de choses avaient été faites. Le Conseil de sécurité n'a pas non plus envisagé de nouvelles corrections de trajectoire pour mettre en œuvre les exigences de la résolution.

Dans le même temps, le système de suivi des attaques de l'OMS, qui est l'un des fondements de l'action, est resté inadapté à sa fonction. À l'exception des rapports au Myanmar et en Ukraine, où l'attention générale a accru la pression pour la collecte de données, le système a gravement sous-signalé les incidents. En Éthiopie, malgré la destruction effective du système de santé et le meurtre de professionnel(le)s de santé dans la région du Tigré et d'autres attaques dans les régions d'Afar et d'Amhara, l'OMS n'a signalé aucune attaque dans le pays pour l'ensemble de l'année 2021. Cet échec a sans doute contribué à l'absence d'attention mondiale à la situation désastreuse de l'Éthiopie. Même lorsque le système de l'OMS a signalé les attaques, il a continué à retenir des informations essentielles qui permettraient de comprendre ce qui s'est passé et où les attaques ont eu lieu.

Quelques avancées ont été enregistrées dans le domaine de la redevabilité. L'Allemagne a obtenu la condamnation d'un criminel de guerre syrien en vertu des principes de la compétence universelle (mais pas pour des crimes impliquant des attaques contre les soins de santé). Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a accepté la demande de l'Ukraine d'enquêter sur les crimes de guerre présumés dans ce pays. Si ces cas n'ont pas réglé le problème structurel persistant qui permet aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité de bloquer certains renvois à la CPI, ils sont néanmoins le signe que la redevabilité pourrait enfin progresser.

L'année 2022 sera peut-être un point d'inflexion; les images et les rapports sur les attaques contre les soins de santé et leurs conséquences en Ukraine continuent de devenir virales, accompagnées de demandes fréquentes et bruyantes de redevabilité. Mais cela ne se fera pas si la lassitude de la communauté internationale persiste.

Len Rubenstein

Président, La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (SHCC)



[Méthodologie](#) | [Résumé](#)



Le 25 août 2021, des auteurs armés ont enlevé une professionnelle de santé d'une ONG alors qu'elle se rendait à son travail dans le département de l'Ouest d'Haïti. La victime travaillait comme technicienne de laboratoire et collaborait avec un hôpital local et une clinique prénatale depuis plus de 15 ans. À la suite de cette attaque, l'ONG a fermé toutes ses institutions en Haïti, à l'exception du service d'urgence d'un hôpital, jusqu'à ce que la victime soit libérée le 28 août.¹

INCIDENTS SIGNALÉS ET PROBLÈMES LES PLUS SOUVENT RAPPORTÉS



15

INCIDENTS SIGNALÉS



8

PROFESSIONNEL(LE)S DE SANTÉ
ENLEVÉ(E)S



Source: 2021 SHCC Haiti Health Data

ÉTAT DES LIEUX

La coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (*The Safeguarding Health in Conflict Coalition - SHCC*) a recensé quinze incidents de violence contre les professionnel(le)s de santé ou d'obstruction aux soins de santé en Haïti en 2021, contre six en 2020. Des groupes armés non étatiques affiliés à des gangs équipés d'armes à feu ont été désignés comme auteurs de ces quinze incidents. Au moins huit professionnel(le)s de santé ont été enlevé(e)s lors de ces incidents.

Cette fiche est basée sur le jeu de données [2021 SHCC Haiti Health Data](#), qui peut être téléchargé sur le site de l'[Humanitarian Data Exchange \(HDX\)](#).

LE CONTEXTE

Depuis 2004, Haïti est dans un état permanent d'instabilité politique. En juillet 2021, l'assassinat du président Jovenel Moïse a plongé le pays encore plus profondément dans le chaos et a créé une vacance du pouvoir qui a encore plus affaibli l'État de droit et conduit à une recrudescence de la violence. Les groupes politiques rivaux ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la voie à suivre pour que le pays développe une gouvernance efficace et aborde la sécurité ainsi que d'autres questions cruciales.

Les gangs armés sont la principale source de violence contre les soins de santé. Les gangs contrôlent les quartiers pauvres de la capitale, Port-au-Prince, depuis des années. Ils s'appuient de plus en plus sur des structures paramilitaires pour combler le vide actuel en matière de gouvernance. Cette situation a également



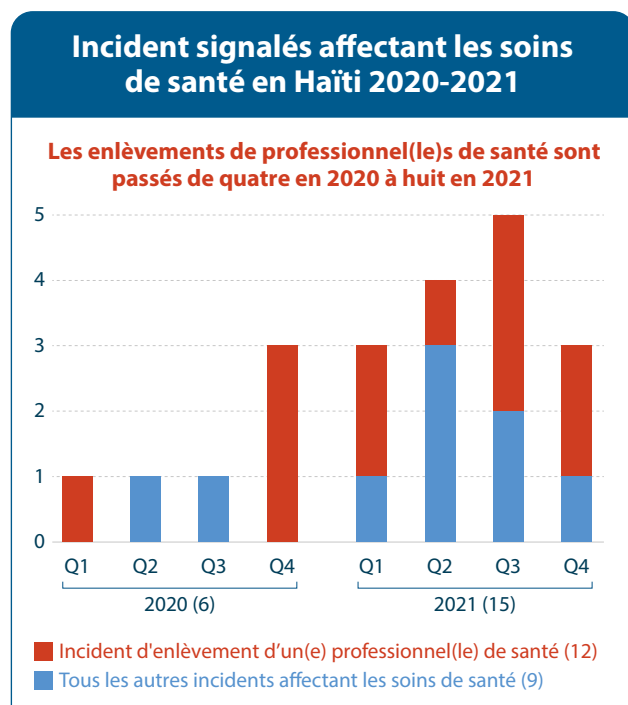
accru les conflits entre bandes rivales (qui ont atteint le nombre de 95 environ) et s'est manifestée par de violentes disputes pour le carburant, la nourriture et les fournitures médicales.²

Le plus grand et le plus puissant de ces gangs est actuellement le G9 (anciennement G9 Fanmi ak Alye ou G9 Famille et Alliés). Le G9 est une fédération de gangs négociée et dirigée par un ancien policier, Jimmy Chérizier, qui s'est formée en 2020. Cette alliance a permis à Chérizier de contrôler le centre-ville de Port-au-Prince, y compris la commune de Martissant. Le G9 est contré par Ti Lapli, qui contrôle la zone de Grand Ravine, et 400 Mawozo, qui est responsable de l'enlèvement d'un groupe de missionnaires canadien(ne)s et américain(e)s en octobre 2021. 400 Mawozo contrôle la commune de Croix Des-Bouquets, située à l'est de Port-au-Prince.

Les gangs ont été accusés d'être à l'origine de l'augmentation des enlèvements sur tout le territoire haïtien, et les professionnel(le)s de santé ont été touché(e)s comme d'autres civils.³ La plupart des enlèvements sont motivés par l'obtention d'une rançon.

Le Programme de données sur les conflits d'Uppsala (The Uppsala Conflict Data Program) a inclus la violence unilatérale des gangs dans son ensemble de données depuis 2020. La violence ciblée des membres de gangs contre des professionnel(le)s de santé a également été enregistrée pour la première fois en 2020, et a augmenté depuis.

LES VIOLENCES CONTRE LES PROFESSIONNEL(LE)S DE SANTÉ ET L'OBSTRUCTION À L'ACCÈS AUX SOINS EN 2021



Dans l'ensemble, quinze incidents de violence contre les professionnel(le)s de santé ou d'obstruction aux soins de santé ont été signalés en Haïti en 2021, contre six en 2020. Les enlèvements de professionnel(le)s de santé ont augmenté, passant de quatre en 2020 à huit en 2021. Tou(te)s ont été enlevé(e)s seul(e)s dans des incidents distincts dans le département de l'Ouest, soit à l'extérieur d'un hôpital, soit à leur domicile, soit alors qu'elles/ils se rendaient à leur travail ou en revenaient. La plupart étaient des médecins et certain(e)s travaillaient pour des ONG. Deux professionnel(le)s de santé kidnappé(e)s ont été blessé(e)s par balle alors qu'elles/ils résistaient à leurs ravisseurs.⁴ Dans la plupart des autres cas, l'agent(e) de santé a été libéré(e) le jour même ou après une période d'un à quatre jours. Une rançon a été versée pour libérer un médecin qui était détenue depuis quatre jours.⁵ Le statut de deux obstétriciens et d'un chirurgien orthopédique n'est toujours pas clair.⁶

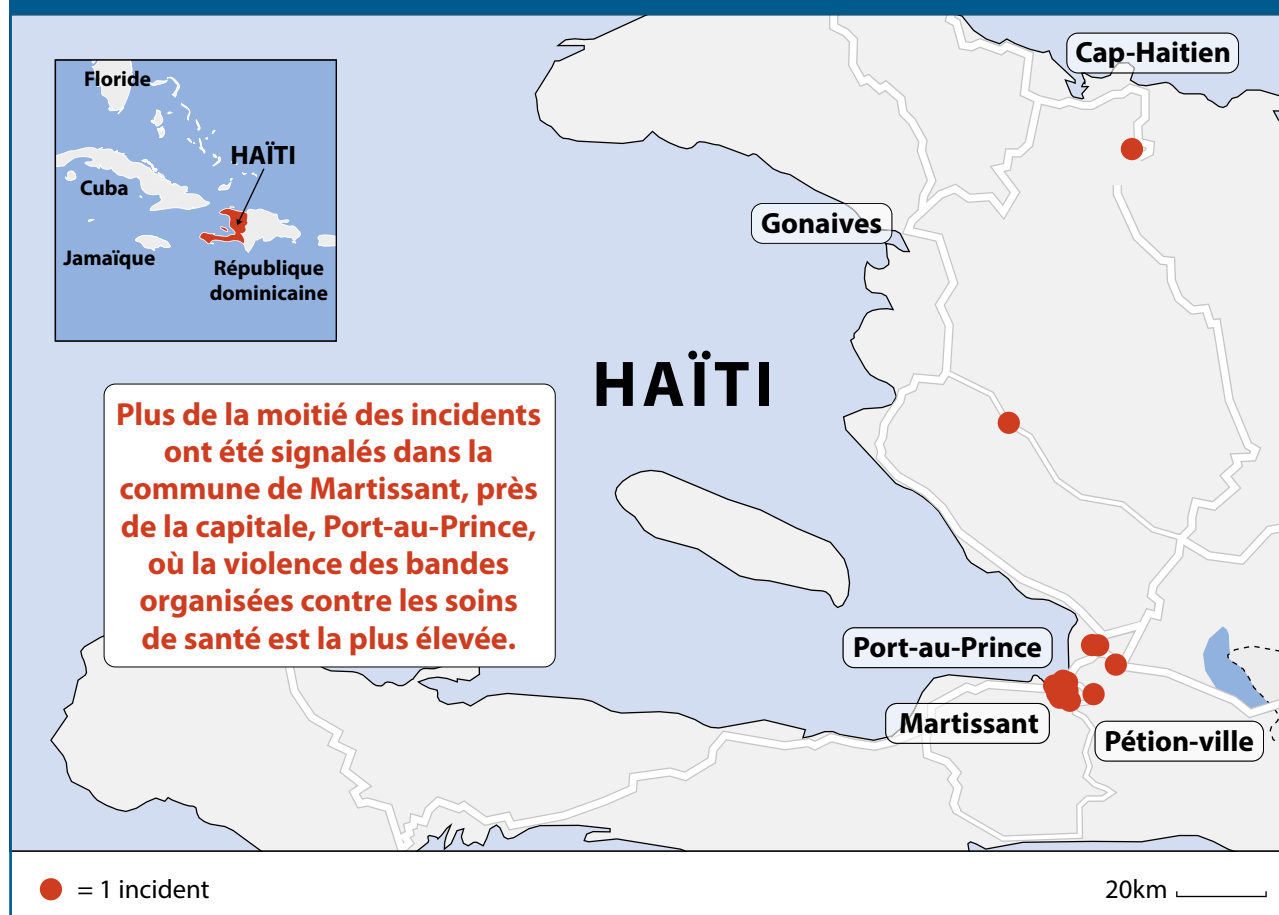


LOCALISATION DES INCIDENTS

Plus de la moitié des incidents ont été signalés à **Martissant**, à Port-au-Prince, où la violence liée aux gangs à l'encontre des soins de santé est la plus élevée. Un chirurgien orthopédique a été enlevé et une infirmière a été tuée par balle lorsque des membres de gangs ont tiré sur l'ambulance dans laquelle elle se trouvait. Deux véhicules sanitaires d'une ONGI ont été dévalisés lors d'une piraterie routière.⁷ Des établissements de santé, dont un centre d'urgence d'une ONGI desservant une communauté de 300 000 personnes, ont dû suspendre leurs activités pendant une semaine pour protéger le personnel et les patient(e)s, car des combats de rue ont éclaté entre gangs. Des incidents ont également été signalés dans d'autres quartiers de Port-au-Prince.

- À **Bois Verna**, un chirurgien-dentiste et sa femme ont été abattus lors d'une tentative d'enlèvement en décembre.⁸
- À **Pétion-ville**, un médecin a été kidnappé alors qu'il se rendait à l'hôpital où il travaillait en mars.⁹ En avril, un véhicule marqué d'une ONGI a été la cible de tirs alors qu'un membre du personnel se trouvait à l'intérieur. Le membre du personnel a été blessé.¹⁰ En août, un chirurgien obstétricien a été enlevé.¹¹
- À **Tabarre**, un médecin bénévole d'une ONG et son fils ont été enlevés à leur domicile, ce qui a poussé l'ONG à cesser ses activités de soins de santé, notamment à l'hôpital Saint-Damien. Tous deux ont été secourus par la police deux jours plus tard, soit le 3 mai.¹²

Lieux connus des incidents signalés affectant les soins de santé en Haïti par département





En outre, à **Croix-des-Bouquet, dans le département de l'Ouest**, un professionnel de santé a été abattu lors d'une tentative d'enlèvement à l'intérieur d'un hôpital en mars.¹³ Un professionnel de santé d'une ONG a été enlevé sur le chemin du travail en août.¹⁴

À **Acul-du-Nord, dans le département du Nord**, des membres de gangs, dont certains armés de machettes et de fusils, ont tiré sur treize ambulances stationnées devant un hôpital, les ont endommagées et ont mis le feu à l'établissement en novembre. Leur cible était un patient qui avait été blessé lors d'une cérémonie vaudou. L'hôpital a été temporairement fermé à la suite de l'attaque.¹⁵

À **Verrettes, dans le département de l'Artibonite**, où la présence des gangs est forte, une ambulance du ministère de la Santé publique et de la Population a été la cible de tirs lors d'un déplacement en mars.¹⁶

L'IMPACT SUR LES SYSTÈMES DE SANTÉ ET L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ



Les professionnel(le)s de santé

Les professionnel(le)s de santé qui ont été victimes d'un enlèvement ne reprennent pas toujours leur travail en raison de l'impact psychologique qu'elles/ils subissent¹⁷, qui peut être de longue durée, et qui réduit encore le nombre de professionnel(le)s de santé disponible.



Les services de santé

MSF a décrit le système de santé du pays comme étant « au bord de l'effondrement dans un contexte d'escalade de la crise politique et économique ». Les hôpitaux de Port-au-Prince ont eu du mal à faire face aux conséquences du tremblement de terre d'août 2021, l'escalade de la violence entre gangs armés empêchant à la fois le personnel et les fournitures, y compris le carburant pour les générateurs des hôpitaux, de les atteindre. Les patient(e)s, quant à elles/eux, avaient peur de se rendre dans les établissements de santé par crainte d'être attaqué(e)s en chemin.¹⁸

Plus de 19 000 personnes ont été déplacées de Port-au-Prince en raison des violences et vivent actuellement dans des sites de déplacement tels que des écoles, des stades et des églises. La surpopulation et le manque d'assainissement font que les maladies hydriques et le COVID-19 se propagent dans ces sites. Des violences sexuelles contre les femmes et les filles ont été signalées sur tous les sites, mais de nombreuses survivantes hésitent à demander de l'aide par crainte de nouvelles attaques et de représailles. MSF déploie des cliniques de santé mobiles dans ces zones.¹⁹



L'accès aux soins de santé

MSF a dû fermer un hôpital à Martissant, Port-au-Prince, à la fin du mois de juin, après que des médecins et des patients aient été la cible d'une attaque de gangs armés.²⁰ Des établissements de santé, y compris un centre d'urgence d'une ONGI qui desservait une communauté de 300 000 personnes, ont été obligés de suspendre leurs activités pendant une semaine pour protéger le personnel et les patients lorsque des combats de rue entre gangs ont éclaté à proximité.²¹

De nombreux décès de patients ont également été directement liés aux enlèvements de professionnel(le)s de santé. En effet, des patients gravement malades sont morts parce que leur chirurgien ou leur médecin a été enlevé et donc empêché de fournir des soins médicaux vitaux. Par exemple, un chirurgien obstétricien a été enlevé alors qu'il était en route pour effectuer une césarienne d'urgence à Pétionville en août. La mère et le bébé en sont morts.²² Dans d'autres cas, les professionnel(le)s de santé se sont mis(es) en grève ou les organisations de santé ont temporairement suspendu leurs services à la suite de l'enlèvement d'un collègue, perturbant ainsi la prestation de services.



- 1 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incident numéro 29102.
- 2 <https://bit.ly/Jan2022Haiti>.
- 3 Selon l'ONU, les enlèvements ont triplé en 2020 par rapport à 2019 et ont atteint 234 cas. Les chiffres réels sont probablement beaucoup plus élevés en raison d'un sous-signallement car les gens craignent les représailles des bandes criminelles qui les exécutent. Depuis l'assassinat du président Moïse, l'ONU a noté début octobre que les enlèvements étaient de nouveau en hausse, en particulier à Port-au-Prince et le long de la route n° 2, car les gangs tentent d'étendre leur pouvoir, en utilisant les enlèvement à la fois comme une arme et un moyen d'extorquer de l'argent. Par exemple, CARDH a signalé plus de 782 enlèvements avec demande de rançon en 2021. (<https://www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-58993730>).
- 4 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incidents numéro 27690; 30373.
- 5 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incident numéro 30069.
- 6 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incidents numéro 29693; 29694.
- 7 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incidents numéro 29694; 27690; 28660.
- 8 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incident numéro 30373.
- 9 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incident numéro 30845.
- 10 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incident numéro 30845.
- 11 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incident numéro 29693.
- 12 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incident numéro 28227.
- 13 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incident numéro 27690.
- 14 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incidents numéro 27690; 29102.
- 15 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incident numéro 30095.
- 16 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incident numéro 29110.
- 17 <https://abcnews.go.com/International/wireStory/gangs-abduct-doctors-haiti-including-needed-surgeon-79542435>.
- 18 <https://msf.org.uk/article/haiti-how-one-hospital-adapted-tumultuous-year>.
- 19 <https://www.msf.org/unbearable-insecurity-haiti-amidst-violence-and-economic-crisis>.
- 20 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incident numéro 30069.
- 21 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incident numéro 28548; <https://lordslibrary.parliament.uk/haiti-political-upheaval-and-natural-disaster/>.
- 22 Insecurity Insight. Données du rapport 2022 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : 2021 SHCC Haiti Health Data. Incident numéro 29693.

SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (*Safeguarding Health in Conflict* – SHCC) rassemble plus de 40 organisations non-gouvernementales et a pour objectif de protéger les travailleuses et travailleurs humanitaires ainsi que les services de santé menacés dans les contextes de guerre ou par les troubles civils. Nous sensibilisons le public aux attaques contre les soins de santé au niveau mondial et nous exerçons un plaidoyer auprès des agences des Nations Unies pour qu'elles mettent en place des mesures plus importantes de protection des soins de santé au niveau mondial. Nous surveillons les attaques, renforçons les normes universelles relatives au respect du droit à la santé et nous exigeons que les auteurs de ces actes rendent des comptes.

www.safeguardinghealth.org

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit
615 N. Wolfe Street, E7143, Baltimore, MD 21205
Jenny Jun, safeguardinghcc@gmail.com